

*Affaires courantes*

Ce débat porte sur le rapport présenté à la Chambre par le Comité permanent de la consommation et des corporations qui a étudié l'état du système postal canadien. Le comité a fait quelques recommandations, mais il serait juste de dire que nous, du Nouveau Parti démocratique, nous dissociions à toutes fins utiles de toutes ces recommandations.

Je précise que mon collègue, Len Taylor, de la circonscription de The Battlefords—Meadow Lake a présenté un rapport minoritaire. Il est intitulé *Rapport du Nouveau Parti démocratique sur l'avenir de notre service postal national*. C'est l'un des meilleurs rapports sur le traitement infligé à notre service postal qu'il m'ait été donné de lire. Je crois que ceux et celles qui veulent des exemplaires de cet excellent rapport peuvent simplement s'adresser au député de The Battlefords—Meadow Lake.

J'ai lu beaucoup de rapports sur les postes et la plupart ne sont que du verbiage. Leurs auteurs essaient de justifier le démantèlement du système postal canadien. Mais le rapport dont je parle tranche sur les autres et examine le système postal jusque dans ses moindres détails. Encore une fois, je félicite le député de The Battlefords—Meadow Lake, parlementaire au service de tous les Canadiens, pour le travail admirable, il n'y a pas d'autre mot, que représente ce rapport qui décrit avec une extrême précision le système postal canadien.

Plus important encore, le député a mis en lumière les problèmes de ce système. Je pourrais parler longuement de ce rapport qui contient 34 recommandations propres à faire de notre service postal l'un des meilleurs au monde et de le conserver dans son intégralité partout au Canada, mais je ne le ferai pas parce qu'on n'a qu'à le lire.

J'ai écouté avec intérêt le ministre responsable de la Société des postes et il a confirmé que la fermeture de 5 221 bureaux de poste ruraux représente le genre d'appui que son gouvernement accorde à cette société d'État. Une telle attitude ne peut être qualifiée que d'anti-rurale. Il s'agit là du démantèlement d'une infrastructure capitale dans le Canada rural.

Cela fait partie d'un programme permanent du gouvernement fédéral pour retirer tout appui à ceux qui vivent dans de petites collectivités et dans les régions rurales du Canada.

Les conservateurs soutiennent, comme l'a souligné le ministre, que la Société des postes doit réaliser des profits et qu'elle doit être administrée comme des entreprises telles General Motors ou la Banque royale du Canada. J'ignore pourquoi il faut que les choses soient ainsi. Nous voulons un système postal efficace, mais faut-il vraiment qu'il soit administré comme une entreprise privée?

Nous n'administrons pas nos Forces armées comme une entreprise et nous n'attendons pas de la marine qu'elle génère des profits. Nous ne demandons pas à la Gendarmerie royale du Canada de faire des profits. Nous ne nous attendons pas à ce que nos hôpitaux fassent des profits, pas plus que nos établissements de soins prolongés ou nos universités, nos collèges et nos autres écoles. Nous n'attendons pas de profits de l'armée ou des services ambulanciers. Nombreux sont les domaines où les contribuables canadiens s'attendent à des services.

Voulant être protégés, nous payons des impôts afin d'avoir une des meilleures forces policières au monde, la Gendarmerie royale du Canada. Nous payons des impôts et nous avons un bon régime de soins médicaux d'un bout à l'autre du Canada. Non seulement le contribuable paie-t-il des impôts mais, il paie pour le service postal parce qu'on y exige, dans une certaine mesure, des frais d'utilisation.

Quand j'ai été élu pour la première fois, un timbre de 17c. suffisait pour expédier une lettre n'importe où au pays. Aujourd'hui, à peine quelques années plus tard, je paye 39c. pour mettre une lettre à la poste. C'est une augmentation considérable. La même chose est vraie des colis expédiés par la poste.

Postes Canada, avec l'appui du gouvernement fédéral, a empêché la société d'offrir d'autres services afin d'augmenter ses recettes. Il suffit d'examiner les postes dans d'autres pays pour constater qu'elles sont actives dans beaucoup d'autres domaines, y compris les services bancaires courants offerts aux gens des petites localités. Elles offrent des services de messagerie et de vente au détail. Autrement dit, Postes Canada pourrait offrir toute une gamme de services pour accroître ses recettes, mais tout cela lui a été interdit.

À mon sens, le gouvernement a tellement entravé la bonne marche du service postal qu'il est maintenant en train de le faire disparaître. Monsieur le Président, les